



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

à la Décision d'Exécution de la Commission relative au financement de la mesure spéciale en faveur de la République d'Haïti pour 2021

Document d'action pour la relance post-séisme 2021 : agriculture résiliente et alimentation scolaire durable dans le Département de la Grande Anse

MESURE SPECIALE

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Relance post-séisme 2021 : agriculture résiliente et alimentation scolaire durable dans le Département de la Grande Anse (n° CRIS : 43621) Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui, partiellement TEI Education Haïti
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée dans le Département de la Grande Anse, République d'Haïti
4. Document de programmation	Cette action couvre des besoins imprévus non-inclus dans le document de programmation
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Agriculture durable, sécurité alimentaire et nutritionnelle, éducation
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 2 Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles : ODD 1, ODD 5, ODD 8, ODD 13, ODD 15,
8 a) Code (s) CAD	Code 310 : Agriculture et développement rural : 80% Code 110 : Education : 20%
8 b) Principal canal de distribution @	41300 - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif
Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire) : 14.02.01.41 - Coopération avec les Caraïbes Coût total estimé : EUR 10 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE : EUR 10 000 000			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Modalité du projet Gestion indirecte avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)			

1.2 Résumé de l'Action

Le séisme violent de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter du 14 août 2021², ayant frappé le sud-ouest d'Haïti, vient aggraver un contexte politique, économique et sécuritaire difficile et des conditions de vie extrêmement précaires d'une population déjà très vulnérable.

En réponse au séisme, cette action vise à mettre en place une réponse structurée de l'Union européenne (UE), prenant le relais de l'aide d'urgence mobilisée par ECHO et autres partenaires humanitaires immédiatement suite au désastre. Sur base de l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA)³, elle veut apporter un soutien à une agriculture et alimentation scolaire durables, en plaçant le développement humain au cœur et en répondant aux besoins de relèvement les plus urgents, dont la perturbation des activités agricoles et le retour à l'école.

L'intervention suit une approche intégrée et complémentaire : elle se compose de trois objectifs spécifiques interdépendants, axés respectivement sur les besoins à court terme et à plus long terme en matière de développement économique et agricole, approvisionnement alimentaire, et soutien au retour à l'école à travers l'amélioration de la nutrition des élèves d'écoles sélectionnées.

Dans le contexte actuel de fragilité très élevée, le mode d'implémentation choisi, un contrat unique en gestion indirecte via la FAO, permet d'assurer une grande flexibilité dans la mise en œuvre afin d'adapter les opérations à la réalité instable du terrain.

¹ Art. 27 NDICI.

² Suivi de la tempête tropicale Grace (17 août) et d'un séisme additionnel de magnitude 4,2 sur l'échelle Richter (20 septembre).

³ *Post-Disaster Needs Assessment*/PDNA, évaluation réalisée avec l'appui technique de l'Union européenne, les Nations Unies et la Banque mondiale.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Haïti, le pays le plus pauvre de l'Amérique latine et les Caraïbes et seul pays "le moins avancé"⁴ de l'hémisphère occidental, se trouve dans une situation politique, économique et sécuritaire difficile ayant culminé avec l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, et la création subséquente d'un gouvernement de transition.

Dans ce contexte, le séisme violent de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter du 14 août 2021, ayant frappé le sud-ouest d'Haïti, ajoute aux conditions de vie difficiles de la population des trois départements touchés (Grande Anse, Nippes et Sud, à 150 km au sud-ouest de la capitale Port-au-Prince). Selon les derniers rapports, le séisme a causé d'importantes pertes en vies humaines et en infrastructures (2 200 morts, 800 000 personnes touchées, 137 500 logements détruits⁵) laissant 52 000 familles sans abri et 650 000 personnes nécessitant de l'assistance humanitaire (dont 260 000 enfants). Des destructions ou de lourds dégâts ont été constatés dans environ 300 écoles ; avec un impact direct sur plus de 100 000 filles et garçons⁶. Deux mois après le séisme, l'Organisation des Nations Unies (ONU) considère que le pays est toujours en état d'urgence. Sur le plan économique, le choc du séisme impactera davantage une activité économique déjà durement touchée par le contexte plus large de troubles sociopolitiques et la détérioration de l'environnement sécuritaire, laissant ainsi présager une nouvelle croissance négative (-1,2% en 2020). En août 2021, un total de USD 264 millions a été alloué à Haïti (USD 224 millions du FMI et USD 40 millions du Mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophe des Caraïbes/CCRIF⁷) et sera vital pour la viabilité et la stabilité des finances publiques.

Suite au séisme, l'UE a immédiatement mobilisé sa boîte à outils d'urgence en faveur du peuple haïtien, fournissant une aide d'urgence, de l'assistance en nature et des équipes spécialisées pour combler les lacunes logistiques et faciliter le déploiement de l'aide humanitaire. Le système de cartographie d'urgence Copernicus assiste les parties prenantes actives dans la réponse, et le versement du CCRIF (auquel l'UE contribue) de USD 40 millions assiste les autorités haïtiennes à déployer des activités rapides en faveur de la population touchée. Un appui d'urgence au secteur éducation (USD 1,5 millions) est aussi prévu à travers le fonds mondial de l'ONU « *Education cannot wait* », appuyé par l'UE. La priorité de cette action est donc de mettre en place une réponse coordonnée et efficace avec un accompagnement à plus long terme, articulant le nexus entre l'aide humanitaire et l'aide au développement.

2.2 Analyse des problèmes

Les évaluations à travers le PDNA mettent en évidence des besoins majeurs en infrastructures, en capacité de production agricole, et dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Sur base de ces nécessités, et en coordination avec les interventions prévues par les autres partenaires importants (BM, BID⁸, USAID⁹, etc.), cette action vise à répondre aux besoins primaires de relèvement des populations affectées par le séisme, dont la perturbation des activités agricoles et du cycle éducatif.

L'agriculture, comprenant les sous-secteurs des cultures, de l'élevage et de la pêche, représente une part importante de l'économie en Haïti, contribuant pour 19,8% de son PIB¹⁰. Elle fournit un emploi à 50% de la population, 66% en milieu rural, dont 25% de femmes. La péninsule Sud, touchée par le séisme, est significative à cet égard, car elle concentre une partie importante de la production agricole du pays (20% de la production annuelle de maïs, principal producteur d'igname, 18% de l'ensemble du cheptel haïtien, plus grand nombre de pêcheurs, avec 20,5% sur la Grande Anse, 16,6% dans la péninsule Sud et 6% à Nippes). Les zones affectées par le séisme abritaient déjà plus de 530 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont environ 190 000 en Grande Anse,

⁴ "Least Developed Country", selon les critères de l'ONU.

⁵ Source : Direction Générale de la Protection Civile (DGPC).

⁶ Rapport Haiti Earthquake OCHA 25 août 2021.

⁷ Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (CCRIF).

⁸ Banque Interaméricaine de développement.

⁹ Agence des Etats-Unis pour le développement international.

¹⁰ Banque Mondiale, 2020, Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE. Consulté sur <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/nv.agr.totl.zs?locations=HT>

114 500 dans les Nippes, 232 000 dans le Sud¹¹. Le séisme affecte également la reprise du cycle éducatif, ayant déjà souffert de perturbations pendant des mois d'affilée en raison des défis politiques et sécuritaires auxquels est venu s'ajouter la pandémie de COVID-19.

Selon le PDNA, l'impact du séisme du 14 août 2021 sur le secteur agricole est classé sous deux grandes rubriques : les dommages (impact sur les actifs physiques et les infrastructures), estimés à USD 24,5 millions, et les pertes (déterminées sur base des changements dans les flux économiques, liés à la perturbation de la prestation de services, de production, et de l'accès aux biens, la perturbation de la gouvernance et des processus de prise de décision, et les risques et vulnérabilités émergents), estimées à USD 19,1 millions, pour un total de USD 43,66 millions pour les trois départements affectés (Sud, Nippes et Grande Anse). Ces dégâts perturbent les activités économiques à court terme, se traduisant par une réduction importante des sources de revenus et de subsistance, notamment dans les zones rurales où l'agriculture est le seul mécanisme de survie. Les perspectives de production se verront cependant impactées dans le plus long terme aussi, avec des effets directs et immédiats sur la sécurité alimentaire et la migration. L'évaluation préliminaire identifie des besoins de réparation et de reconstruction pour le secteur agricole à court, moyen, et long terme (appui pour la campagne agricole d'hiver et de printemps ; réhabilitation et reconstruction des infrastructures ; relance résiliente du secteur) s'élevant à plus de USD 40 millions dans les trois départements.

Concernant le secteur éducation, les estimations font état de destructions totales et de lourds dégâts dans environ 300 écoles dans les trois départements touchés (102 en Grande Anse, 85 à Nippes, et 94 au Sud), accueillant plus de 84 000 enfants. Les résultats des évaluations préliminaires indiquent qu'un montant de USD 39 millions est nécessaire pour assurer les premières réponses dans les six premiers mois. L'UE contribue à l'appui d'urgence du fonds mondial de l'ONU « *Education Cannot Wait* » avec l'objectif de garantir que les filles et garçons en âge scolaire puissent reprendre leur scolarisation suite au séisme et ne pas perdre une autre année scolaire.

La présence de l'UE dans le Département de la Grande Anse à travers des projets en développement urbain, ainsi que d'interventions post-crise suite à la tempête Matthew (2016), a permis l'accumulation d'une expérience et un réseau local, constituant une valeur ajoutée pour intervenir dans ce département. L'objectif de cette action est par conséquent d'assurer 1) un soutien rapide au relèvement de la production agricole, en complétant les actions d'urgence en appui à la saison agricole d'hiver (octobre-novembre 2021) dans le département de la Grande Anse (e.g. projet SFERA-CRIA mené par la FAO en soutien à 42 000 ménages agricoles touchés) ; et 2) une réponse structurante à plus long terme en soutien à la diversification durable des activités productives agricoles, afin d'encourager la consommation locale, contribuer à la stabilisation des sources de revenus des populations vulnérables, et renforcer la présence d'élèves dans les écoles. Ce dernier aspect passera notamment par l'organisation d'une alimentation scolaire durable. En effet, l'offre insuffisante de cantines scolaires est une carence identifiée comme défi important pour les établissements scolaires dans le département de la Grande Anse¹². Un accès des petits producteurs locaux aux marchés de l'alimentation scolaire réduira non seulement la fréquente substitution des aliments par des produits importés, mais contribuera également à encourager la fréquentation et présence des élèves dans les écoles. Sur base du plan de relèvement post séisme et des interventions des autres partenaires internationaux, des appuis supplémentaires pourraient être envisagés pour la réhabilitation et reconstruction des écoles. L'action s'articule de ce fait avec l'engagement plus ample de l'UE dans le secteur de l'éducation.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Directions départementales de l'éducation et de l'agriculture
- Producteurs, ménages et communautés appuyés par l'action
- Autorités locales et administratives
- Organisations paysannes et/ou coopératives de producteurs agricoles
- Ecoles et leurs comités de gestions
- Organisations communautaires de bases, de femmes et de jeunes
- ONG haïtiennes et internationales

¹¹ Rapport Haiti Earthquake OCHA 25 août 2021.

¹² Diagnostic éducatif de 2019, financé par l'UE dans le cadre du projet « Améliorer le système éducatif haïtien par la planification et le pilotage stratégique », FED/2018/399739.

- Secteur privé agricole et chambre de commerce du département de la Grande Anse
- Direction du ministère de l'Éducation en charge du programme national de cantines scolaires
- Directions du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Ressources Naturelles en charge des statistiques agricoles, de la production et de aménagements
- Bureau de l'Ordonnateur National
- Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de répondre aux besoins de relèvement du département de la Grande Anse suite au séisme d'août 2021.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

1. La production agricole des ménages affectés est relancée ;
2. La disponibilité des aliments nutritifs produits localement sur les marchés alimentaires locaux et régionaux est accrue ;
3. La scolarisation des enfants dans les écoles bénéficiant de cantines scolaires est améliorée.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

Pour l'objectif spécifique 1

- 1.1 Les biens productifs des ménages et des communautés, ainsi que leurs moyens de commercialisation des productions agricoles et alimentaires endommagées par les désastres naturels récents, sont réhabilités durablement ;
- 1.2 L'accès aux intrants agricoles est rétabli et accru.

Pour l'objectif spécifique 2

2. 1 La production alimentaire et son accessibilité est augmentée, diversifiée et moins assujettie aux aléas naturels ;
- 2.2 Les capacités d'accès des producteurs aux marchés locaux et régionaux de filières sélectionnées sont améliorées ;
- 2.3 Les capacités des autorités départementales et communales à planifier et accompagner des producteurs agricoles sont renforcées.

Pour l'objectif spécifique 3

- 3.1 L'accès des élèves aux repas constitués d'aliments nutritifs issus de producteurs locaux est amélioré dans les écoles ciblées;
- 3.2 La sensibilisation au sujet de l'éducation alimentaire et nutritionnelle et le contrôle de la salubrité des aliments scolaires dans les écoles ciblées est accrue.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 :

- 1.1.1 Consolidation du diagnostic des effets des désastres naturels récents (<5ans) sur la production agricole dans la Grande Anse ;
- 1.1.2 Identification des travaux de réhabilitation ou reconstruction prioritaires des biens productifs et des moyens de commercialisation des communautés ;

1.1.3 Organisation et mise en œuvre des chantiers de réhabilitation sélectionnés, notamment avec le cash for work, au bénéfice des ménages (priorités aux ménages vulnérables et aux femmes et jeunes) et communautés affectés.

Activités liées au produit 1.2 :

1.2.1 Distribution d'intrants agricoles (semences, outils, engrais, petit bétail, etc.) ciblés aux ménages et communautés affectés par les désastres naturels récents ;

1.2.2 Assistance technique aux producteurs affectés par le séisme pour augmenter l'efficacité de l'utilisation des intrants distribués.

Activités liées au produit 2.1 :

2.1.1 Identification de filières porteuses pour la sécurité alimentaire locale et régionale et des productions agricoles marchandes adaptées au milieu, basées sur une approche agro-écologique, à potentiel de revenus ;

2.1.2 Identification des activités d'appui à fournir aux ménages pour l'augmentation de la production dans les filières sélectionnées (par exemple, intrants, champs école paysan, foire de semences, formations etc.) et leur mise en œuvre ;

2.1.3 Identification des aménagements, travaux et pratiques culturelles à réaliser pour augmenter la résilience du système agricole ;

2.1.4 Organisation et mise en œuvre des chantiers d'aménagement liés au point 2.1.3, notamment avec la possibilité de *cash for work* au bénéfice des ménages (priorités aux ménages vulnérables et aux femmes et jeunes) et communautés affectés ;

2.1.5 Identification des activités d'appui aux associations de producteurs, entrepreneurs et secteur privé (gestion des chaînes de valeur, entrepreneuriat rural, etc.) et leur mise en œuvre ;

2.1.6 Formations à l'agroécologie/agriculture biologique et/ou aux méthodes de restauration d'écosystèmes.

Activités liées au produit 2.2 :

2.2.1 Diagnostic des circuits d'approvisionnement et d'accès aux marchés alimentaires locaux et régionaux des filières sélectionnées ;

2.2.3 Assistance technique et matérielle aux associations de producteurs et secteur privé pour l'amélioration de la compétitivité des produits alimentaires (transformation, stockage, emballage, marketing, plans d'affaires, organisations de foire, etc.).

Activités liées au produit 2.3 :

2.3.1 Identification et réalisation des travaux d'amélioration d'infrastructure et d'équipement de la direction départementale de l'agriculture (DDA) et des bureaux agricoles communaux (BAC) ;

2.3.2 Formation professionnelle et accompagnement technique du personnel de la DDA et des BAC ;

2.3.3 Etudes et ateliers spécifiques.

Activités liées au produit 3.1 :

3.1.1 Mise en place et soutien logistique et technique d'un comité de gestion (avec la participation des parents d'élèves) dans les cantines scolaires bénéficiaires ;

3.1.2 Mise en contact des comités de cantines scolaires et les producteurs locaux pour l'établissement d'une relation contractuelle d'approvisionnement en aliments locaux et l'approvisionnement en repas ;

3.1.3 Elaboration de menus des cantines scolaires nutritifs et sains, en fonction de la disponibilité des produits locaux.

Activités liées au produit 3.2 :

3.2.1 Identification et réalisation d'activités d'éducation nutritionnelle telles que jardins scolaires, sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène alimentaire au sein des écoles et des communautés ;

3.2.2 Campagnes et activités de changement de comportement pour la promotion des produits alimentaires locaux au sein des écoles, auprès des parents d'élèves et des communautés ;

3.2.3 Identification des besoins d'équipements de cuisson et de conservation des aliments au sein des écoles ciblées et leur achat ;

3.2.4 Assistance technique à la direction départementale de l'éducation (DDE) et aux bureaux de district scolaires (BDS) dans leur accompagnement des cantines scolaires appuyées.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Cette action est alignée sur la priorité stratégique de l'UE "Pacte Vert". La protection de l'environnement est au cœur de l'action, qui sera développée autour d'une approche intégrée visant la complémentarité entre l'amélioration de la production et de l'offre alimentaire et nutritionnelle et la bonne gestion des ressources naturelles, particulièrement les eaux et les sols (choix des filières à appuyer, choix des intrants agricoles, etc.). Les cantines approvisionnées en priorité par la production locale participeront à la protection de l'environnement via la réduction de la dépendance aux produits importés et aux besoins de plastiques (emballages etc.), modérant ainsi parallèlement leurs émissions de carbone. L'EIA¹³ screening a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. L'action prendra en compte les besoins différenciés des hommes, femmes, filles et garçons, et ajustera ses activités sur base d'une analyse désagrégée par sexe et par âge, prévue lors du démarrage de l'intervention, pour soutenir en particulier les femmes vulnérables. La dimension de genre sera intégrée dans le soutien aux agriculteurs (insertion des femmes dans le tissu économique en zone rurale via la formation technique et entrepreneuriale), ainsi que dans l'appui aux cantines scolaires et aux communautés locales, en favorisant l'amélioration de l'accès et la permanence des filles dans les écoles.

Droits de l'homme

La mise en œuvre du projet veillera au respect des droits de l'Homme, notamment au droit à une alimentation suffisante, saine et nutritive, qui est un droit humain, et à la redevabilité aux bénéficiaires. Le projet s'appuiera sur les principes de participation, non-discrimination, transparence, et dignité humaine, en associant les populations ciblées dans la définition de leurs besoins (alimentaires, nutritionnels, environnementaux et sociaux) et la recherche de solutions durables pour leur autonomie.

Invalidité/Handicap

Les personnes avec handicap font partie des groupes vulnérables qui sont visés par l'OS1 de l'action. Les cantines favorisent un appui inclusif à tous les enfants des écoles bénéficiaires, dont les enfants des ménages avec personne(s) handicapée(s).

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'appui aux communautés, le renforcement et la participation d'organisations agricoles et communautaires de base contribuent à la solidarité entre agriculteurs, plus résilients face aux conflits sociétaux. Les cantines scolaires contribuent à apporter une stabilité dans l'alimentation des enfants, jouant ainsi un rôle dans la limitation des conflits au sein des ménages et/ou de la communauté.

Réduction des risques de catastrophes

L'objectif de l'action est de réduire la vulnérabilité des systèmes alimentaires aux aléas climatiques fréquents et destructeurs dans le département de la Grande Anse, à travers le développement de pratiques de résilience dans le secteur agricole tout au long de la chaîne de production. Le lien avec le cadre institutionnel de gestion des risques de catastrophes, appuyé par l'UE à travers son programme de soutien budgétaire, sera assuré. L'aspect d'inclusion sociale et développement humain se traduira par une recapitalisation des producteurs, et la création d'une dynamique d'épargne communautaire, permettant ainsi une meilleure absorption des chocs socio-économiques par les communautés.

¹³ Environmental Impact Assessment (Action Document Mainstreaming Annex)

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Sécuritaire	Risque 1 - la situation sécuritaire se dégrade, des blocages de communications et de transports réduisent l'accessibilité des zones d'intervention	Haute	Moyen	<p>L'action a été formulée selon une approche flexible et modulaire pour pouvoir être réorientée si nécessaire, en termes géographiques et thématiques.</p> <p>L'agence de mise en œuvre suivra l'évolution des contraintes pour pouvoir réagir à temps et identifier d'autres options d'accès.</p>
Politique	Risque 2 - Les crises politique et institutionnelle ne sont pas contenues et peuvent engendrer une difficulté de fonctionnement des services de l'Etat, impactant notamment les communautés vulnérables	Haute	Haut	<p>L'appui continu à l'Etat haïtien à travers la boîte à outils de l'UE (e.g. dialogue politique, Assistance technique et appui budétaire aux réformes) en coordination avec les autres partenaires au développement permettent une continuation des services de l'Etat aux populations.</p> <p>Au niveau de la Grande Anse, l'action réalisera un appui structurant aux services de l'agriculture et de l'éducation afin de minimiser l'impact des crises.</p>
Désastres naturels	Risque 3 - les zones d'intervention sont affectées par de nouvelles crises naturelles ou des maladies des variétés cultivées	Moyenne	Haut	<p>L'action elle-même vise à améliorer la résilience du système agricole dans la Grande Anse afin d'éviter des impacts climatiques récurrents auxquels est soumis ce département. Cela passera notamment par : la diversification des méthodes de culture (e.g. agroforesterie) et cultures et des variétés ; répartition des actions sur plusieurs saisons culturales ; respect du calendrier cultural.</p> <p>Les appuis de l'UE et des autres partenaires au développement à la Direction Générale de Protection Civile permettent à l'Etat de coordonner sa réponse en cas de désastres naturels et d'apporter des réponses appropriées et coordonnées.</p>

Economique	Variation du taux de change gourde-dollar- euros	Moyenne	Moyenne	La priorité donnée aux achats locaux permet de réduire ce risque. De même, une flexibilité sur le dimensionnement des interventions (nombre de bénéficiaires/ couverture géographique) est maintenue afin de pouvoir adapter l'action aux changements des taux de change.
Social	Attentes surdimensionnées des populations bénéficiaires.	Moyenne	Haut	Le travail dans le cadre des associations communautaires et le dialogue avec les bénéficiaires durant les différentes phases de formulation permettront une meilleure compréhension et adoption de l'action.

Enseignements tirés :

Les leçons tirées d'actions précédentes de l'UE et de la FAO sont :

- L'importance d'adopter une approche participative, qui prend en compte les avis des bénéficiaires durant l'identification, la conception et la mise en œuvre des interventions, pour un impact durable. Cette approche laisse les communautés façonner leur propre redressement, leur permettant une réelle responsabilisation ;
- L'importance d'appuyer et d'accompagner les services départementaux et communaux afin de renforcer les mécanismes de coordination territoriale entre les deux niveaux et assurer une pérennité de l'action et des leçons apprises ;
- Les AVEC sont une modalité appréciée par les communautés et notamment les groupes de femmes, qui trouvent dans cette initiative une source de crédit rapide pour la scolarisation de leurs enfants, les soins médicaux, les petits investissements productifs, etc. ;
- L'expérience de la FAO et de l'UE en Haïti montre qu'un appui technique bien calibré a une incidence directe sur l'augmentation des revenus des bénéficiaires (par exemple, sur les associations des femmes appuyées en transformation et commercialisation des produits agricoles à Grande Anse et au nord-est du pays).

3.5 Logique d'intervention

Cette action prendra le relais de l'aide d'urgence délivrée par ECHO et autres partenaires humanitaires, dont le versement du CCRIF et l'appui au programme « *Education cannot wait* » (visant 18 000 enfants, mis en œuvre par l'UNICEF et le PAM), qui devrait couvrir la réponse d'urgence pour une période de 6 à 9 mois. L'intervention suit une approche intégrée et complémentaire : elle se compose de trois objectifs spécifiques interdépendants, axés respectivement sur les besoins à court terme et à plus long terme en matière de développement économique et agricole, approvisionnement alimentaire, et soutien au retour à l'école à travers l'amélioration de la nutrition des élèves d'écoles sélectionnées.

A court terme, si l'action assure la réhabilitation des moyens de production agricole des ménages et des communautés de la Grande Anse et si leur accès aux intrants agricoles est accru, alors, en l'absence de désastres naturels, la production agricole des ménages sera relancée dès la campagne de février/mars 2022, contribuant directement à la sécurité alimentaire de la population de la Grande Anse. A moyen terme, si la production agricole des ménages continue d'être appuyée afin d'être accrue, diversifiée et rendue résiliente de façon à être moins assujettie aux aléas climatiques, et si la capacité d'accès aux marchés des producteurs de la Grande Anse est facilitée afin de leur permettre d'écouler leur production et d'augmenter et diversifier l'offre locale sur les marchés, en l'absence d'événements naturels majeurs et en comptant sur une certaine stabilité des marchés, alors la disponibilité des aliments nutritifs produits localement sur les marchés alimentaires locaux et régionaux pour la population de la Grande Anse sera améliorée.

De même, à moyen terme, l'appui en matériel et en conseil aux cantines scolaires en zones rurales assurant aux élèves d'écoles un accès à un repas quotidien constitué d'aliments nutritifs issus de producteurs locaux, et la sensibilisation des écoles à l'éducation alimentaire et nutritionnelle et au contrôle de la salubrité des aliments scolaires permettront, en l'absence de désastres naturels, le retour et le maintien à l'école d'enfants de zones rurales, notamment de filles. De plus, les cantines scolaires constitueront un marché supplémentaire d'écoulement pour les producteurs locaux appuyés par l'action, qui pourra se maintenir à long terme.

L'action complète le soutien en cours de l'UE aux infrastructures à Jérémie (chef-lieu de la Grande Anse) et aux Cayes (chef-lieu du département du Sud) à travers le programme Urbayiti. L'approche *Team Europe* sera promue à travers l'alignement sur le Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 pour Haïti (Priorité 2 – *Développement humain*, et Priorité 3 – *Territoires productifs et résilients*), résultat d'une programmation conjointe, et s'inscrira également dans le cadre de l'Initiative Équipe Europe sur l'éducation, en s'appuyant, pour sa composante 3, sur un programme pilote de l'AECID sur les cantines scolaires durables liées à la production locale, opérant dans le sud-est du pays.

L'engagement de la contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe prévue dans le cadre de cette mesure spéciale sera complété par d'autres contributions des partenaires *Team Europe*. La contribution de l'UE est soumise à la confirmation, de la part des partenaires « Équipe Europe », d'une contribution indicative importante dans les meilleurs délais. Dans le cas échéant, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre de l'Initiative Équipe Europe.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	1. Répondre aux besoins de relèvement du département de la Grande Anse suite au séisme d'août 2021.	1. Taux des productions agricoles. 2. Taux de consommation en produits locaux des ménages et des cantines scolaires. 3. Taux de scolarisation dans les écoles ciblées du département de la GrandeAnse, désagrégué par sexe, zone géographique/région (rurale, urbaine).	1 2	1 2	1. Ligne de base et ligne finale du projet, rapports de tiers institutions et du projet Statistiques agricoles (Unité de statistiques agricoles du ministère de l'Agriculture - USAI) et sécurité alimentaire (Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire- CNSA) 2. Ligne de base et Ligne finale	Non applicable

					du projet de suivi, rapports de tiers institutions et du projet 3. Statistiques agricoles USAI et CNSA 4. Ligne de base et ligne de fin du projet, rapport de projets statistique du Ministère de l'Education et du Programme National de cantines scolaires	
Effet direct 1	1.1 La production agricole des ménages affectés est relancée.	1.1 Volume annuel de production agricole pour les ménages appuyés (tonnes métriques). 1.2 Nombre de ménages continuant la production agricole à la suite du séisme de 2021, désagréé par commune.	1.1 1.2	1.1 1.2	1.1 Ligne de base et final du projet, rapports de suivi suivi, rapports de tiers institutions et de l'action 1.2 Statistiques agricoles régionales (USAI/CNSA)	
Effet direct 2	2.1 La disponibilité des aliments nutritifs produits localement sur les marchés alimentaires locaux et régionaux est accrue.	2.1 Score de diversité alimentaire des ménages désagréé par sexe et âge 2.2 Evolution mensuelle du prix en gourdes (HTG) des denrées alimentaires agricoles sur les marches	2.1 2.2	2.1 2.2	2.1 Ligne de base et ligne de fin du projet, Enquêtes ponctuelles par le projet auprès	Les marchés agricoles jouissent d'une stabilité de prix et de

					des ménages, score FANTA 2.2. Rapport de suivi par le projet, statistiques agricoles (USAI)	flux sans spéculation Absence de désastres naturels de magnitude affectant les axes et liaisons routières.
Effet direct 3	3.1 La scolarisation des enfants dans les écoles bénéficiant de cantines scolaires est améliorée.	3.1. Nombre d'élèves qui consomment leur repas dans les cantines scolaires, désagré par sexe, âge. 3.2. Pourcentage des denrées alimentaires locales dans les repas servis dans les cantines scolaires appuyées par l'action (par rapport aux denrées importées).			3.1 Ligne de base et de fin du projet, et rapports de suivi Statistiques du Ministère de l'éducation/ programme national des cantines scolaire 3.2 rapport de suivi du projet au niveau de chaque cantine scolaire	L'Etat continue à mobiliser les ressources nécessaires à faire fonctionner les services de base, y compris les services d'éducation et le programme national des cantines scolaires
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1.1 Les biens productifs des ménages et des communautés, et leurs moyens de commercialisation des productions agricoles et alimentaires endommagés par les désastres naturels récents ont été réhabilités durablement.	1.1.1. Nombre d'infrastructures familiales et communautaires, endommagées par le séisme, réhabilitées, avec le soutien de l'intervention financée par l'UE. 1.1.2. Nombre d'infrastructures de protection de bassins versants réhabilitées, avec le soutien de l'intervention financée par l'UE.	1.1.1 1.1.2 1.1.3	1.1.1 1.1.2 1.1.3	1.1.1 Ligne de base et ligne de fin du projet, rapports de suivi du projet 1.1.2 Ligne de base et ligne de fin du projet	Des désastres naturels majeurs ne détruisent pas les infrastructures réhabilitées

		1.1.3 Nombre de personnes ayant accès aux infrastructures réhabilitées et installées avec le soutien de l'intervention financée par l'UE, distinguant le l'âge et le sexe des bénéficiaires, et type d'intervention (réhabilitation/installation).	1.1.4 1.1.5	1.1.4 1.1.5	rapports de suivi du projet 1.1. 3 Ligne de base et ligne de fin du projet et rapports de suivi de l'action	
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2.1. L'accès aux intrants agricoles est rétabli et accru.	1.2.1. Nombre de personnes ayant bénéficié de la distribution d'intrants productifs avec le soutien de l'intervention financée par l'UE, distinguant le type et valeur d'intrant, l'âge et le sexe des bénéficiaires. 1.2.2. Quantité (tonnes métriques) de production agricole par les bénéficiaires de l'action distinguant le sexe des bénéficiaires 1.2.3 Nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire bénéficiant d'une assistance de l'UE (**CR EG 2.31)	1.2.1 1.2.2	1.2.1 1.2.2	1.2.1 Ligne de base et ligne de fin du projet, rapports de suivi. Rapports de tiers institutions 1.2.2 Ligne de base et ligne de fin du projet et rapports de suivi 1.2.3 Ligne de base et de fin du projet, rapports de suivi, et données CNSA	Les communautés accompagnées par l'action ne sont pas victimes de désastres (naturels, économiques ou sociaux) majeurs
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2..1.1 La production alimentaire et son accessibilité est augmentée, diversifiée et moins assujettie aux aléas naturels	2.2.1 Superficie (ha) sur lesquelles les agriculteurs ont adopté des pratiques innovantes et durables dans le territoire ciblé avec l'appui de l'UE. 2.2.2. Variation de la production moyenne/ha dans les filières appuyées par l'UE, par type de culture. 2.2.3 Volume d'épargne en gourdes (HTG) géré par les AVEC accompagnées par l'action financée par l'UE.	2.1.1 2.1.2	2.1.1 2.1.2	2.2.1/2.2.2/2.2.3 Ligne de base et ligne de fin du projet. Rapports de l'action de suivi. Rapports de tiers institutions 2.2.8 Questionnaires/f formulaires soumis au début	Les communautés accompagnées par l'action ne sont pas victimes de désastres (naturels, économiques ou sociaux) majeurs

					et à la fin des formations	
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2.1 Les capacités d'accès des producteurs aux marchés locaux et régionaux de filières sélectionnées sont améliorées	<p>2.2.1 Nombre de petits exploitants soutenus dans le but d'accroître leur production durable, leur accès aux marchés et (** CR EG 2.1)</p> <p>2.2.2 Nombre d'activités d'appui technique aux producteurs et au secteur privés favorisant un meilleur accès au marché appuyés par l'UE distinguant le sexe et l'âge des bénéficiaires</p>	<p>2.2.1</p> <p>2.2.2</p> <p>2.2.3</p>	<p>2.2.1</p> <p>2.2.2</p> <p>2.2.3</p>	2.2.1/ 2.2.2 Rapports de suivi du projet	Les communautés accompagnées par l'action ne sont pas victimes de désastres (naturels, économiques politiques ou sociaux) majeurs
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3.1 Les capacités des autorités départementales et communales à planifier et accompagner des producteurs agricoles sont renforcées	<p>2.3.1 Nombre d'agents de la DDA et la BAC formés avec le soutien de l'intervention financée par l'UE désagrégé par sexe.</p> <p>2.3.2 Nombre de tables sectorielles agricoles organisées au niveau départemental avec le soutien de l'intervention financée par l'UE.</p> <p>2.3.3 Nombre de bureaux DDA et BAC réhabilités et re-équipés avec le soutien de l'intervention financée par l'UE.</p>	<p>2.3.1</p> <p>2.3.2</p> <p>2.3.3</p>	<p>2.3.1</p> <p>2.3.2</p> <p>2.3.3</p>	2.3.1/2.3.2 /2.3.3.rapports de suivi du projets/ Rapports DDA/BAC	Les communautés accompagnées par l'action ne sont pas victimes de désastres naturels
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1.1 L'accès des élèves aux repas constitués d'aliments nutritifs issus de producteurs locaux est amélioré dans les écoles ciblées	<p>3.1.1 Nombre de comités de gestion de cantines scolaires appuyés en gestion avec le soutien de l'intervention financée par l'UE.</p> <p>3.1.2 Nombres de contrats établis par chaque écoles/instituts appuyés par l'action, avec des fournisseurs locaux.</p> <p>3.1.3. % d'aliments d'origine locale dans l'achat total d'aliments des écoles/instituts appuyés par l'action.</p>	<p>3.1.1</p> <p>3.1.2</p> <p>3.1.3</p> <p>3.1.4</p>	<p>3.1.1</p> <p>3.1.2</p> <p>3.1.3</p> <p>3.1.4</p>	<p>3.1.1/3.1.2/3.1.3 /3.1.4 Ligne de base et ligne de fin du projet rapports de suivi3.1.4 Ligne de base. Rapports action. Rapports DDE</p> <p>3.1.5 Ligne de base. Rapport</p>	L'Etat continue à mobiliser les ressources nécessaires à faire fonctionner les services de base, y compris les services d'éducation

		3.1.4. Nombre de repas scolaires distribués dans les écoles/instituts bénéficiant de l'appui de l'UE distinguant le sexe des enfants bénéficiaires.			action. Rapports DDE 3.1.6 Ligne de base. Rapports action Rapports DDE	Les marchés agricoles jouissent d'une stabilité de prix et de flux sans spéculation.
Produit 2 lié à l'effet direct 3	3.2.1 La sensibilisation au sujet de l'éducation alimentaire et nutritionnelle et le contrôle de la salubrité des aliments scolaires dans les écoles ciblées est accrue	3.2.1. Nombre de jardins scolaires créés par le projet. 3.2.2. Nombre de personnes qui ont été sensibilisées à la promotion des produits alimentaires locaux avec le soutien de l'intervention financée par l'UE désagréé par sexe, par école/institution 3.2.3. Nombre d'écoles dont l'équipement en cuisson et conservation est amélioré avec le soutien de l'intervention financée par l'UE. 3.2.4 Nombre de bureaux DDE réhabilites et rééquipés avec le soutien de l'intervention financée par l'UE.	3.2.1 3.2.2	3.2.1 3.2.2	3.2.1/ 3.2.2/3.2.3/3.2.4 Ligne de base et ligne de fin du projet. Rapports de suivi. Rapport DDE	L'Etat continue à mobiliser les ressources nécessaires à faire fonctionner les services de base, y compris les services d'éducation

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République d'Haïti.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 42 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁴.

4.3.1 Gestion indirecte avec une organisation internationale

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec L'Organisation de Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO).

Cette mise en œuvre concerne la totalité des activités prévues sous les trois objectifs spécifiques (OS) de l'action :

- OS1 : La production agricole des ménages affectés est relancée ;
- OS2 : La disponibilité des aliments nutritifs produits localement sur les marchés alimentaires locaux et régionaux est accrue ;
- OS3 : La scolarisation des enfants dans les écoles bénéficiant de cantines scolaires est améliorée.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : capacité administrative et financière ; capacité de mise en œuvre opérationnelle en Haïti ; expérience confirmée et valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture durable et la sécurité alimentaire ; expérience de collaboration avec les autorités au niveau central et local ; présence dans les régions d'intérêt du pays, complémentarité avec des projets humanitaires.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: passations de marchés, octroi de subventions, provision d'une avance en liquidité, contractualisations, paiements.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée l'action peut être mise en œuvre en gestion directe suivant les modalités décrites au point 4.3.2.

4.3.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe et (vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations d'une convention en gestion indirecte avec la FAO, l'action sera mise en œuvre suivant les modalités suivantes :

¹⁴ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

Subventions: (Gestion directe)**a) Objet des subventions**

Les subventions contribueront à atteindre les objectifs spécifiques 1, 2 et 3.

b) Type de demandeurs visés

Organisation internationale, ONG.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission et sur base de l'article 195(a) du Règlement financier applicable au budget de l'Union (2018), une subvention peut être accordée sans appel à proposition dans le cadre de l'aide humanitaire, des opérations d'aide d'urgence, des opérations de protection civile ou des aides visant des situations de crise. La présente mesure spéciale s'inscrit dans le cas des aides visant les situations de crise, car elle vise à assurer le relais entre l'aide humanitaire d'urgence et l'aide au développement à court et moyen terme. Une action rapide est nécessaire afin de fournir une réponse adéquate et complète de l'Union européenne au séisme du 14 août 2021. De plus, Haïti est un pays en situation de crise.

La subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une organisation internationale et/ou une ONG sélectionnées **sur la base des critères suivants** : expérience avérée dans le domaine de l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement rural (pour l'OS 1, 2), les cantines scolaires et leur approvisionnement en production locale (pour l'OS 3) dans le département de la Grande Anse, Haïti.

4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – Gestion indirecte avec une organisation internationale - cf. section 4.3.10	
<ul style="list-style-type: none"> • <u>OS1</u> : La production agricole des ménages affectés est relancée ; • <u>OS2</u> : La disponibilité des aliments nutritifs produits localement sur les marchés alimentaires locaux et régionaux est accrue ; • <u>OS3</u> : La scolarisation des enfants dans les écoles bénéficiant de cantines scolaires est améliorée. 	1 000 000 7 000 000 2 000 000
Evaluation	0
Audit	0
Totaux	10 000 000

4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

La FAO devra assurer la coordination et la qualité technique des activités. L'organisation s'engagera à travailler avec des entités spécialisées dans les différents domaines requis pour la mise en œuvre de l'action (notamment le secteur privé, y inclus des approches à petite échelle locale).

Elle se chargera de la sous-contractualisation d'organisations non gouvernementales (ONG) et facilitera leur acceptabilité et leur travail avec les autorités nationales.

De même, elle devra s'assurer que l'UE garde la responsabilité ultime sur le choix des activités à réaliser, ainsi que sur le niveau d'implication des acteurs.

Pour ce faire, le comité de pilotage ainsi que le comité opérationnel seront les structures fonctionnelles de gouvernance du programme, structures cruciales dans la mise en œuvre de l'action et le suivi de la stratégie d'intervention.

La visibilité de l'action de l'UE sera assurée par la FAO et également au travers d'un contrat de communication global géré par la Délégation de l'Union européenne.

La FAO sera responsable de la constitution de deux structures de coordination : 1/ un comité de pilotage (CP) et 2/ un comité opérationnel (CO).

Le CP se réunit un minimum de 2 fois par an. Ces réunions comprendront à minima un représentant des institutions qui suivent. Ces institutions devront être représentées à un niveau suffisamment élevé pour pouvoir prendre des décisions stratégiques :

- Les autorités locales concernées (Département, communes)
- La Délégation de l'UE en Haïti
- Le Bureau de l'Ordonnateur national
- La FAO
- Les associations de la société civile et les communautés bénéficiaires de l'action.

Le CP assure les orientations stratégiques de l'action ainsi que la cohérence générale des différentes activités.

Le CO se réunit au minimum 1 fois tous les 2 mois et inclut à minima les participants suivants :

- Les autorités locales concernées (Département, communes)
- La FAO
- En fonction des sujets traités, un ou plusieurs représentants des associations de la société civile et des communautés bénéficiaires de l'action.

Le CO assure le fonctionnement de l'action tout en assurant que les activités sont coordonnées et synergiques. Le CO reporte les problèmes de mise en œuvre et/ou des propositions d'orientation des activités au CP pour éventuelles prises de décision. L'UE peut assister comme observateur dans le CO.

Le CP a la possibilité de créer d'autres organismes de contrôle ou de suivi de la mise en œuvre en fonction des besoins identifiés, y compris sur base des propositions du CO.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement et des rapports finaux. Chaque rapport doit

fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: la FAO sera en charge de la collecte, du suivi et de l'analyse des données, notamment au travers de l'établissement et du suivi d'une ligne de base et d'une ligne de fin comme décrit ci-dessous.

La FAO assurera :

- **L'établissement d'une ligne de base et d'une ligne de fin pour chacun des 3 objectifs spécifiques** de l'action et qui seront mise à jour au moins une fois par an pour mesurer les résultats et les progrès accomplis au niveau des produits attendus.
- **Sur le terrain** : Un suivi sera réalisé auprès des bénéficiaires et les structures décentralisées de l'agriculture et de l'éducation au niveau des résultats sur le court, le moyen et le long terme. Ce suivi sera coordonné par la FAO.
- **A niveau national** : un suivi de l'évolution de l'impact de l'action au-delà des zones spécifiques de mise en œuvre. Le programme prendra en compte les enquêtes réalisées au niveau national et hors du support du programme telles que par exemple ENSA, SMART, IPC, et autres.
- **Au niveau des processus et des activités** : un suivi sera réalisé à travers les agents de la FAO et des agents des structures décentralisées de l'agriculture et de l'éducation, autorités et d'autres partenaires éventuellement contractés à cet effet.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale pourra être envisagée pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants à travers d'une mission conjointe et contractée par la Commission.

Cette évaluation sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris en ce qui concerne l'appui à l'agriculture et la sécurité alimentaire de l'Union européenne) en tenant compte notamment le fait qu'il s'agit d'une mesure spéciale. Il pourrait être envisagé d'explorer la faisabilité d'impliquer dans l'évaluation d'autres partenaires actifs dans les secteurs concernés dans le département de la Grande Anse pour fournir une vue plus large de l'impact du projet.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins **trois mois** avant les dates envisagées pour la mission d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

L'efficacité des activités de communication sur la sensibilisation à l'action et à ses objectifs ainsi que sur le financement de l'action par l'UE doit être mesurée.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention¹⁵ (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: un seul contrat pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input type="checkbox"/>		

¹⁵ [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).